

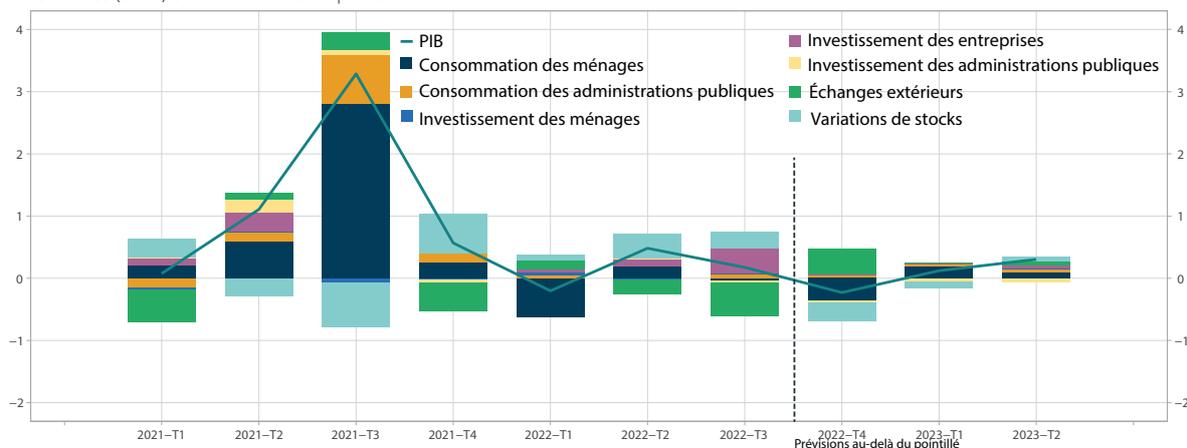
# Activité économique

Au troisième trimestre 2022, le PIB français a ralenti (+0,2 %, selon les résultats détaillés des comptes trimestriels publiés fin novembre, après +0,5 % au deuxième trimestre), dans un contexte de prix élevés pour beaucoup de matières premières et de craintes sur les approvisionnements en énergie, engendrant de ce fait des tensions sur les prix de marché. La consommation des ménages est restée atone, les achats de biens continuant de diminuer et les effets de rattrapage dans les services tendant à s'amenuiser. L'investissement des entreprises, soutenu par un rebond des achats de véhicules, a dès lors constitué la seule contribution d'ampleur à la progression de la demande intérieure. Les échanges extérieurs, de leur côté, ont pesé sur l'évolution de l'activité, avec un fort dynamisme des importations de biens et des dépenses des touristes français à l'étranger (► **figure 1**).

La fin de l'année est marquée par la persistance d'importantes contraintes sur la production. Les entreprises, notamment industrielles, sont confrontées à la hausse des prix de l'énergie, par exemple au moment du renouvellement de leurs contrats de gaz ou d'électricité (► **éclairage** sur les situations des entreprises face à la hausse des prix de l'énergie). C'est le cas également des ménages, même si ceux-ci sont pour la plupart protégés par le « bouclier » sur les tarifs réglementés du gaz et de l'électricité. L'approvisionnement en énergie reste par ailleurs menacé par les tensions géopolitiques à l'Est de l'Europe, auxquelles viennent s'ajouter au niveau national les difficultés de production dans les centrales nucléaires. Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont encouragé les comportements de sobriété énergétique, que les températures clémentes d'octobre et de novembre ont pu par ailleurs faciliter. De façon plus ponctuelle, les grèves dans les raffineries,

## ► 1. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations trimestrielles (en %) et contributions en points

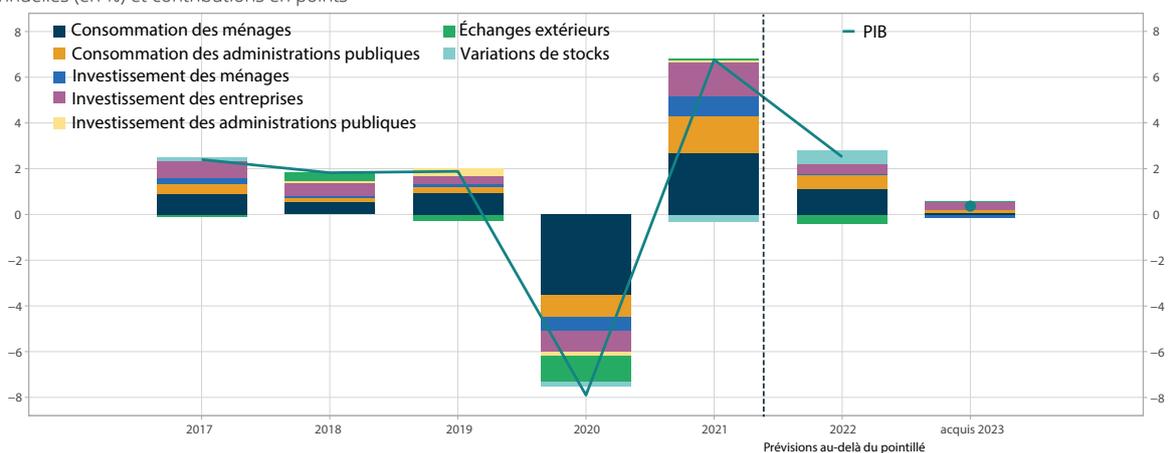


Lecture : au quatrième trimestre 2022, le PIB diminuerait de 0,2 % par rapport au troisième trimestre 2022 ; la contribution de la consommation des ménages serait d'environ -0,4 point.

Source : Insee

## ► 2. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations annuelles (en %) et contributions en points



Lecture : en 2022, le PIB augmenterait de 2,5 % ; la contribution de la consommation des ménages serait de +1,1 point.

Source : Insee

# Conjoncture française

principalement de fin septembre à début novembre, ont pénalisé l'activité du secteur de la cokéfaction-raffinage et provoqué des pénuries de carburant sur une large partie du territoire (► **éclairage** sur les difficultés d'approvisionnement dans les stations-service).

Les derniers indicateurs disponibles témoignent ainsi d'une relative dégradation de la situation conjoncturelle dans l'industrie. En octobre, la production industrielle a sensiblement diminué dans les « autres branches industrielles », parmi lesquelles figurent les plus exposées aux contraintes énergétiques (industrie chimique, métallurgie, bois et papier...), ainsi que dans la fabrication de matériels de transport. La baisse de la production est également marquée dans la cokéfaction-raffinage et dans le secteur de l'énergie, en lien avec les difficultés de production du parc nucléaire. Pour le mois de novembre, l'exploitation de données de consommation d'électricité des entreprises directement raccordées au réseau RTE suggère que dans les « autres branches industrielles » et dans la fabrication de matériels de transport, la production serait restée en net retrait par rapport au niveau moyen du troisième trimestre (► **éclairage** sur le suivi de la consommation d'électricité). Enfin, les dernières enquêtes de conjoncture montrent une relative détérioration du climat des affaires dans l'industrie, même s'il fait preuve d'une certaine résilience, se situant toujours au-dessus de sa moyenne de long terme (► **figure 3a**). En particulier, les difficultés d'approvisionnement, tout en restant à des niveaux élevés, semblent se détendre progressivement selon les chefs d'entreprise. Le climat est en revanche nettement en deçà de sa moyenne dans les « autres branches industrielles », notamment dans la chimie et la métallurgie, et reste mal orienté (► **figure 3b**).

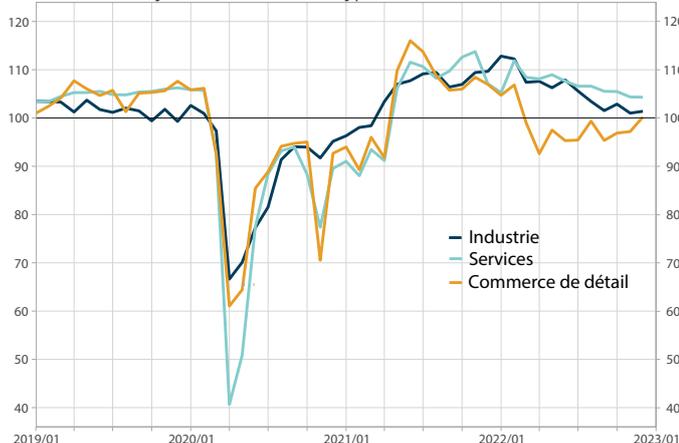
Ces éléments pèseraient sur l'activité économique au quatrième trimestre et le PIB français reculerait alors légèrement (-0,2 % prévu, ► **figure 4**). Ce repli résulterait de celui de l'activité industrielle, aussi bien dans la cokéfaction-raffinage (grèves dans les raffineries) que dans l'énergie (production d'électricité, ► **encadré**) ou plus généralement dans les branches exposées à la hausse des prix de l'énergie (« autres branches industrielles » notamment) (► **figure 5**). Dans le même temps, les services marchands marqueraient le pas, après avoir été le principal moteur de la croissance lors des trimestres précédents. En effet, le potentiel de rattrapage des secteurs les plus touchés par les restrictions sanitaires semble à présent épuisé, à l'image de l'hébergement-restauration en nette contraction. Dans une moindre mesure, l'activité dans les services de transport serait atone.

Au sein des principaux postes de la demande, la consommation des ménages reculerait nettement au quatrième trimestre 2022. Ce recul s'expliquerait notamment par une consommation d'énergie très en retrait – aussi bien du fait des conditions météorologiques favorables du mois d'octobre que de comportements de sobriété ou de réaction face aux prix – et par un repli des dépenses d'hébergement et restauration. L'investissement marquerait nettement le pas notamment sous l'effet du repli des achats de véhicules par les entreprises. Enfin, les échanges extérieurs soutiendraient l'évolution de l'activité, avec notamment d'importantes livraisons aéronautiques et navales, qui contribueraient cependant à une réduction des stocks.

Au premier semestre 2023, le contexte économique resterait marqué par les tensions sur l'énergie – s'il est fait l'hypothèse, dans ce scénario de prévision, que l'offre de gaz et d'électricité suffirait à satisfaire la demande, les entreprises et les ménages resteraient confrontés à une hausse des prix de l'énergie – et par une inflation élevée, bien

## ► 3a. Climat des affaires dans les principaux secteurs d'activité

normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10



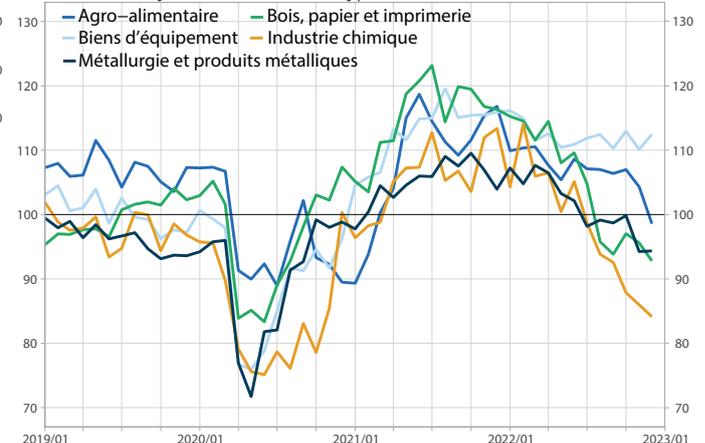
Dernier point : décembre 2022.

Note : le climat des affaires dans les services s'élevait à 104 pts en décembre 2022, au-dessus de sa moyenne de longue période (100).

Source : Insee

## ► 3b. Climat des affaires dans différentes branches de l'industrie manufacturière

normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10



Dernier point : décembre 2022.

Note : le climat des affaires dans la métallurgie s'élevait à 94 pts en décembre 2022, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

Source : Insee

qu'en léger reflux à partir du printemps. L'activité rebondirait modérément (+0,1 % prévu au premier trimestre puis +0,3 % au deuxième). La production industrielle repartirait à la hausse, grâce au rebond mécanique dans la branche de la cokéfaction et du raffinage – avec la fin des grèves – et au redémarrage de plusieurs réacteurs nucléaires. De son côté, l'activité dans les services accélérerait légèrement au deuxième trimestre. En particulier, la croissance resterait relativement soutenue dans l'information-communication.

Du côté de la demande, la consommation des ménages se redresserait modestement, le haut niveau de l'inflation continuant de peser sur les décisions d'achat des ménages. L'investissement resterait atone, en lien avec le faible dynamisme de l'activité et dans un contexte de resserrement monétaire. Les échanges extérieurs contribueraient à l'évolution de l'activité selon le calendrier des livraisons aéronautiques et navales, ces dernières venant soutenir à nouveau les exportations au deuxième trimestre.

Au total, sur l'ensemble de l'année 2022, la croissance du PIB serait de +2,5 % (après +6,8 % en 2021) et l'acquis de croissance annuelle pour 2023 serait modeste, à hauteur de 0,4 % à mi-année (► **figure 2**). Outre les développements géopolitiques, ces prévisions restent fortement dépendantes de l'évolution des hausses de prix et de la réaction des ménages et des entreprises face à celles-ci, ainsi que de l'efficacité du soutien public. Les approvisionnements énergétiques demeurent également un point clé avec des incertitudes sur le calendrier de réouverture des centrales et, en cas d'hiver rigoureux, des tensions qui pourraient s'exacerber. Enfin, les effets du resserrement monétaire pourraient commencer à freiner l'activité sur les prochains trimestres. ●

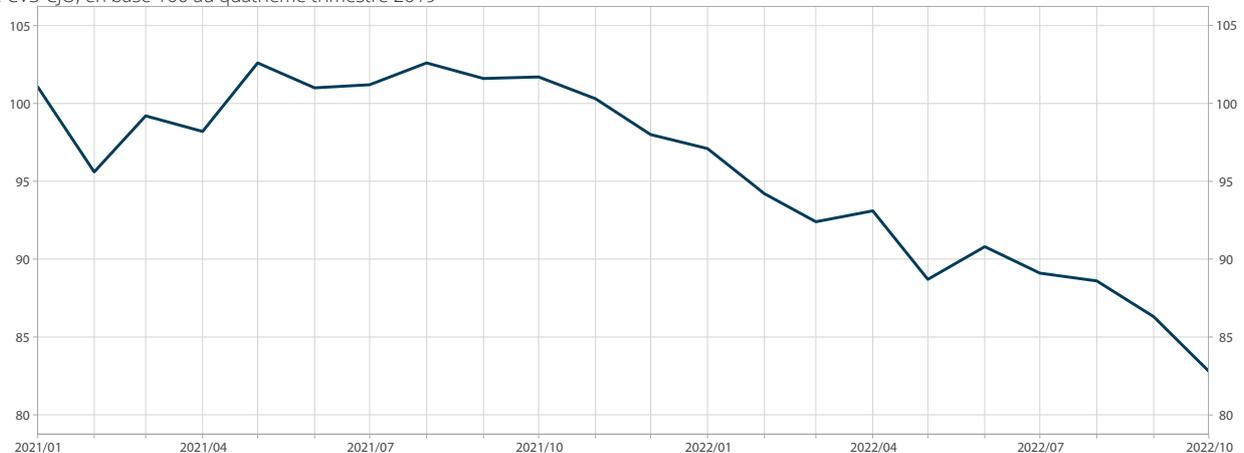
## La baisse continue de l'activité de la branche « énergie, eau, déchets », au cours de l'année 2022, pèserait à hauteur de 0,4 point sur la croissance annuelle de l'économie française

Depuis la fin 2021, l'activité de la branche « énergie, eau, déchets » est en baisse continue : sa valeur ajoutée a diminué de 17 % entre le quatrième trimestre 2021 et le troisième trimestre 2022, se situant à 18 % en deçà de son niveau d'avant la crise sanitaire (fin 2019). Ce recul de l'activité est à mettre en lien avec les difficultés de production touchant le parc nucléaire : dans le secteur de la « production, du transport et de la distribution d'électricité », l'indice de production industrielle se situe depuis l'été 2021 sur une trajectoire nettement baissière (► **graphique**).

La dynamique pour les mois suivants dépend du calendrier de maintenance des réacteurs nucléaires, comme l'analyse RTE dans ses perspectives pour le système électrique pour l'automne et l'hiver 2022-2023<sup>1</sup>. À partir des informations publiées dans ces perspectives, et notamment celles d'une reprise de la production d'électricité à partir du mois de novembre, l'activité de la branche « énergie, eau, déchets » serait à nouveau en recul au quatrième trimestre 2022, quoique moins fortement qu'au trimestre précédent (-1,4 % prévu au quatrième trimestre, après -5,8 % au troisième). Au total, sur l'ensemble de l'année 2022, l'activité de la branche « énergie, eau, déchets » pèserait pour 0,4 point sur la croissance annuelle du PIB. ●

### ► Indice de la production industrielle dans le secteur de la « production, transport et distribution d'électricité »

indice CVS-CJO, en base 100 au quatrième trimestre 2019



Dernier point : octobre 2022.

Lecture : en octobre 2022, l'indice de production industrielle dans le secteur de la « production, transport et distribution d'électricité » se situait à 83 % de son niveau moyen du quatrième trimestre 2019.

Source : Insee

<sup>1</sup> « Perspectives pour le système électrique pour l'automne et l'hiver 2022-2023 », RTE, actualisation de novembre 2022.

# Conjoncture française

## ► 4. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en évolutions trimestrielles et annuelles

variations trimestrielles et annuelles (en %), données CVS-CJO

	2020				2021				2022				2023		2020	2021	2022	2023 (acquis)
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>-5,5</b>	<b>-13,5</b>	<b>18,3</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>1,1</b>	<b>3,3</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>-7,9</b>	<b>6,8</b>	<b>2,5</b>	<b>0,4</b>
Importations	-5,5	-19,1	17,9	0,4	1,5	2,1	0,9	4,5	1,4	1,6	3,5	-0,3	-0,4	0,8	-13,0	7,8	8,9	2,0
Total des ressources	-5,4	-14,6	17,9	-0,1	0,4	1,4	2,7	1,2	0,4	0,8	0,8	-0,4	0,1	0,4	-8,8	7,4	4,0	0,7
Dépenses de consommation des ménages	-5,3	-11,5	18,3	-5,4	0,4	1,2	5,6	0,5	-1,2	0,4	-0,1	-0,7	0,4	0,2	-6,8	5,2	2,2	0,0
Dépenses de consommation des administrations*	-3,3	-11,8	17,2	-0,4	-0,5	0,7	3,4	0,7	0,2	0,0	0,2	0,2	0,2	0,3	-4,2	6,4	2,8	0,6
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	-4,5	-12,8	18,8	-0,3	0,0	1,0	4,8	0,5	0,2	-0,4	0,3	0,1	0,2	0,4	-5,8	8,3	3,0	0,6
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	-1,0	-9,8	15,3	0,0	-1,7	-0,1	-0,1	0,7	0,1	0,8	0,1	0,2	0,1	0,0	-0,8	2,8	1,3	0,5
Formation brute de capital fixe (FBCF)	-9,5	-14,2	23,7	2,6	0,9	2,2	0,0	-0,1	0,5	0,5	1,7	0,0	-0,1	0,0	-8,4	11,4	2,2	0,9
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	-8,6	-13,2	24,0	2,0	0,9	2,1	0,1	-0,1	0,4	0,9	3,1	0,1	0,1	0,4	-6,9	11,4	3,2	2,2
<i>Ménages</i>	-14,2	-16,3	28,8	6,1	0,3	4,0	1,2	-0,6	0,1	0,0	-0,7	-0,5	-0,9	-1,1	-11,9	17,0	0,7	-2,4
<i>Administrations publiques</i>	-5,0	-12,6	17,1	0,4	-1,3	0,4	-1,9	-0,3	1,1	-0,5	0,3	0,4	0,0	0,1	-5,4	2,7	-0,1	0,4
Exportations	-6,7	-25,3	22,3	3,5	-0,2	2,6	2,0	3,1	2,0	0,9	2,0	1,0	-0,4	1,0	-17,0	8,6	8,1	2,4
Contributions (en point)																		
Demande intérieure hors stocks**	-5,8	-12,2	19,6	-2,4	0,3	1,3	3,7	0,4	-0,4	0,3	0,4	-0,3	0,2	0,2	-6,6	7,0	2,4	0,4
Variations de stocks**	0,6	0,4	-1,8	0,6	0,3	-0,3	-0,7	0,6	0,1	0,4	0,3	-0,3	-0,1	0,1	-0,2	-0,3	0,6	0,0
Commerce extérieur	-0,3	-1,6	0,5	0,8	-0,5	0,1	0,3	-0,5	0,1	-0,2	-0,5	0,4	0,0	0,1	-1,1	0,1	-0,4	0,0

■ Prévisions

\* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

\*\* Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur

Lecture : au quatrième trimestre 2022, les exportations augmenteraient de 1,0 % par rapport au troisième trimestre 2022 ; la contribution des échanges extérieurs à la croissance trimestrielle du PIB serait positive à +0,4 point.

Source : Insee

## ► 5. Variations trimestrielles d'activité économique par branche

variations trimestrielles (en %), prévision à partir du quatrième trimestre 2022

Branche	Poids	2020				2021				2022				2023	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>2</b>	<b>-2,3</b>	<b>-2,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>
<b>Industrie</b>	<b>14</b>	<b>-5,9</b>	<b>-17,7</b>	<b>20,0</b>	<b>2,6</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,8</b>	<b>-2,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-1,5	-8,6	7,3	-1,0	1,2	0,7	0,6	-0,3	0,0	-1,2	-0,1	-0,5	-0,7	-0,1
Cokéfaction et raffinage	0	0,8	10,3	13,4	9,8	-30,9	-2,5	-13,9	4,5	22,0	4,9	-0,6	-23,0	29,9	0,0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2	-6,9	-18,3	21,6	3,9	1,7	-0,1	0,2	0,4	1,2	0,1	2,4	-0,5	-0,2	-0,1
Fabrication de matériels de transport	2	-19,5	-50,0	69,0	4,8	-3,9	-5,2	-1,4	0,1	-2,7	5,3	4,8	-1,0	-0,4	-0,2
Fabrication d'autres produits industriels	6	-5,7	-18,6	23,7	3,2	-0,1	-1,0	-0,8	-0,7	2,0	0,0	-0,2	-1,6	-1,3	-0,4
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	-1,9	-9,3	10,5	2,5	-3,8	1,2	0,6	-0,5	-6,0	-6,0	-5,8	-1,4	0,5	3,7
<b>Construction</b>	<b>6</b>	<b>-12,4</b>	<b>-22,5</b>	<b>38,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>57</b>	<b>-4,7</b>	<b>-12,6</b>	<b>15,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,0</b>	<b>1,9</b>	<b>5,0</b>	<b>1,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>1,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-5,9	-11,9	21,4	-1,4	0,0	-0,6	2,0	0,6	-1,0	-0,3	0,3	0,1	-0,4	0,1
Transports et entreposage	5	-6,9	-22,8	22,2	-3,0	3,6	2,7	8,6	3,4	0,9	3,4	0,0	-0,2	-0,2	0,3
Activités financières et d'assurance	4	-3,3	-8,4	12,3	0,7	1,9	1,7	2,8	0,4	-0,4	0,5	-0,1	0,2	0,2	0,3
Activités immobilières	13	-1,2	-2,4	2,7	0,1	-0,1	0,4	0,8	0,3	0,4	0,5	0,3	0,2	0,1	0,2
Hébergement et restauration	3	-17,8	-48,3	89,2	-29,2	-12,4	30,1	43,4	-0,5	-2,2	9,5	0,0	-2,4	0,0	1,1
Information et communication	5	-1,6	-5,8	7,5	1,9	2,2	1,5	2,5	1,5	0,5	1,6	2,4	1,2	0,6	0,7
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-3,7	-13,0	15,0	0,5	-0,4	1,5	2,8	0,7	-0,2	0,8	0,8	0,4	0,2	0,5
Autres activités de services	3	-11,5	-34,1	39,8	-11,0	-1,7	4,5	24,9	6,6	-0,1	1,9	0,5	0,3	0,0	0,3
<b>Services principalement non marchands</b>	<b>22</b>	<b>-5,0</b>	<b>-12,3</b>	<b>20,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,8</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
<b>Valeur ajoutée totale</b>	<b>100</b>	<b>-5,3</b>	<b>-13,6</b>	<b>17,8</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>1,1</b>	<b>3,2</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>
Taxes et subventions		-7,5	-13,0	22,5	-1,2	0,1	1,3	3,9	0,0	-1,0	0,5	-0,1	-1,2	0,1	0,2
<b>PIB</b>		<b>-5,5</b>	<b>-13,5</b>	<b>18,3</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>1,1</b>	<b>3,3</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>

■ Prévisions

Lecture : au troisième trimestre 2022, la valeur ajoutée de la branche de fabrication des matériels de transports a augmenté de 4,8 %. Elle reculerait de 1,0 % au quatrième trimestre 2022.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses